ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 ET 30 NOVEMBRE 1958

FRANÇAIS ! FRANÇAISES !

Depuis plusieurs années, vous êtes accablés par une mauvaise politique, et avec juste raison, vous vous posez cette question : « QUELS SONT LES RESPONSABLES ? »

LES FAITS SONT LA : depuis 1947 date de l'exclusion des ministres communistes du gouvernement, sur l'ordre des Américains et du patronat français, nous avons eu des gouvernements MRP, Indépendants, Radicaux, Socialistes sans oublier le RPF, parti politique créé par de Gaulle qui fut représenté dans divers ministères.

Il est incontestable que **tous les partis politiques,** sauf le Parti Communiste Français, sont responsables des maux qui vous accablent.

En 1951, pour permettre à la réaction de continuer à mener une politique désastreuse, on vola 80 sièges à notre Parti par la loi électorale des apparentements.

En 1956, les Français voulaient que ça change et donnaient la majorité absolue à notre Parti et au Front Républicain, qui avaient fait campagne pour la Paix en Algérie, pour l'augmentation des salaires.

Guy Mollet et Mendès France du Front Républicain, refusèrent les propositions de notre Parti d'établir un gouvernement à l'image de la volonté exprimée par le peuple. Malgré cela nous soutinmes au maximum l'expérience du Front Républicain.

Certains nous l'ont reproché, mais c'est parce que nous ne sommes pas des démagogues mais des hommes conscients de l'intérêt de notre pays que nous avons soutenu Guy Mollet pour qu'il réalise le programme sur lequel il avait été élu.

Mais le Front Républicain tournant le dos à son programme électoral, nous avons dû lui retirer notre soutien.

Cela démontrait une fois de plus, qu'il ne peut y avoir de politique de gauche sans les Communistes.

En voulant les ignorer on fait la même politique que la droite.

Quelles différences y a-t-il entre un Pinay, un Gaillard, un Bidault, un Guy Mollet ? Ils ont fait la même politique !

En réalité, depuis 1947, **c'est la droite qui a dirigé le pays. Sa politique était faite tantôt par des hommes de droite, tantôt par des hommes de gauche mais le résultat était le même. Nous devons le dire : le dénominateur commun de cette politique de droite fut l'anticommunisme.**

Pour défendre les intérêts des gros colonialistes et des banques, en Indochine, comme en Afrique du Nord, ils ont sacrifié l'Union Française. Pour cacher cette politique ils ont fait de l'anticommunisme.

Par haine du communisme, ils ont réarmé l'Allemagne, abandonnant les 5.000 milliards de réparations qui nous étaient dues. Et aujourd'hui, notre pays doit mendier un prêt à l'Allemagne vaincue.

Pour défendre les intérêts du patronat français, ils ont divisé les travailleurs et refusé leurs revendications et pour faire cette politique, ils ont fait de l'anticommunisme.

Par leur anticommunisme, ils sont devenus les fossoyeurs de notre pays, de son peuple, de ses libertés.

L'ANTICOMMUNISME VA-T-IL CONTINUER SON ŒUVRE NEFASTE ?

Certains pouvaient espérer depuis le 1er Juin un changement dans la politique française : la situation a empiré. La crise économique frappe les travailleurs et la guerre d'Algérie vient d'entrer dans sa cinquième année. Chaque famille s'interroge avec inquiétude sur son avenir. Et le seul souci des politiciens qui ont plongé le pays dans cette situation est de combiner une loi électorale destinée à voler le maximum de sièges à notre Parti.

Que leur importe le sort du pays et de son peuple, pourvu que leurs ambitions électorales soient satisfaites. Et de crainte qu'on leur demande des comptes sur la responsabilité de leur parti, ils se cachent derrière le Général de Gaulle.

ALLEZ-VOUS ACCEPTER LA MEME POLITIQUE, LES MEMES HOMMES QUI ONT FAIT TANT DE MAL AU PAYS : N O N !

Pour qu'enfin cela change, voilà le programme que le **Parti Communiste Français** vous propose :

POUR LA PAIX EN ALGERIE — Il aura fallu quatre années avant que, là encore, un gouvernement reconnaisse qu'il fallait en venir à la négociation avec ceux contre qui nous nous battons, ainsi que le préconisait notre Parti, pour arrêter l'effusion de sang et d'argent. Mais nous déclarons « **qu'une véritable négociation ne peut se concevoir si au départ on veut imposer « le drapeau blanc » à l'adversaire. Voilà pourquoi nous demandons la négociation sans aucune condition, afin d'établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples y compris la Guinée, des rapports nouveaux fondés sur l'Indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels ».**

POUR LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS CONTRE LA CRISE ECONOMIQUE. — Il est nécessaire de lutter contre la crise économique qui touche déjà plus de 5.000 travailleurs haut-savoyards. Pour cela il est indispensable de revaloriser les traitements afin d'élargir le marché intérieur français, car s'il y a une mévente de nombreux produits, cela provient en premier lieu du pouvoir d'achat des travailleurs qui n'a cessé de diminuer. Or, les bénéfices patronaux et les investissements qui se chiffrent par centaines de millions démontrent que l'on peut augmenter les salaires.

Il est possible d'augmenter les allocations familiales de 20% comme le permettent les excédents de la Caisse des Allocations familiales. — Il est possible de supprimer les zones de salaires.

Il est possible de lutter contre la vie chère en diminuant les marges bénéficiaires des intermédiaires et des trusts et en abaissant les lourdes taxes qui frappent tous les produits. Toutes ces mesures permettraient une amélioration du pouvoir d'achat, et la relance de l'activité économique.

Comme le permettrait également, le commerce avec les pays de l'Est et de l'Asie.

Devant la diminution des heures de travail et le chômage, nous nous engageons à lutter :

- **pour que l'on revienne à la semaine de 40 heures, sans diminution de salaires ;**
- **pour la création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat.**

Pour cela il est indispensable d'avoir des députés communistes qui, à l'Assemblée Nationale, lutteront avec énergie, contre la réaction qui désire solutionner cette crise sur le dos des Travailleurs.

POUR LA DEFENSE DE LA PAYSANNERIE LABORIEUSE. — Nous demandons que les produits agricoles soient payés à leur juste prix de revient, sans augmentation à la consommation, ceci est possible en prenant sur les marges bénéficiaires des intermédiaires et des trusts en abaissant les taxes qui frappent les produits agricoles.

Nous demandons une diminution du prix des engrais et tourteaux possible en diminuant les bénéfices des « trusts des engrais » et des grands moulins.

Nous demandons la limitation des importations comme celle des fromages et des fruits qui permettent la spéculation et menacent nos propres produits.

Nous sommes pour l'organisation des marchés agricoles, mais nous pensons que le financement doit être supporté par les trusts laitiers et par l'Etat.

Nous demandons des crédits pour les jeunes ruraux et pour le développement des coopératives.

POUR LES ARTISANS ET PETITS COMMERCANTS. — Nous demandons une réforme démocratique de l'impôt et leur protection contre les trusts.

POLITIQUE EXTERIEURE. — Nous demandons une politique extérieure d'indépendance et de paix fondée sur la coopération pacifique avec tous les pays sans exclusive. L'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation allemande et de la course aux armements.

POLITIQUE INTERIEURE. — Nous demandons une réduction massive des dépenses militaires et une réforme démocratique de l'impôt frappant le grand capital et les profiteurs de guerre qui permettraient :

- **la construction de logements à loyers modérés ;**
- **la construction d'adductions d'eau et l'amélioration du réseau routier ;**
- **la réforme démocratique et laïque de l'enseignement ;**
- **des crédits pour la recherche scientifique ;**
- **l'équipement sportif du pays.**

Nous demandons la réduction du service militaire.

Ce programme peut être réalisé par l'union de toutes les forces de gauche sans exclusive, car c'est dans l'union de toutes les forces républicaines que réside la solution à tous les maux qui ont accablé le pays.



Le Candidat que notre Parti a choisi pour défendre son programme lutte depuis longtemps pour la défense de vos revendications.

Il a dirigé sous l'occupation le combat patriotique de notre Parti contre l'occupant.

Conseiller général du Canton d'Annemasse pendant six ans, il a défendu efficacement les revendications de la population laborieuse.

Le 23 Novembre vous voterez pour un homme qui connaît vos difficultés et vos aspirations.

VOUS VOTEREZ

Jean VITTOZ

Préparateur en pharmacie, Ancien Conseiller général du Canton d'Annemasse, Ancien membre de l'Etat-Major F.T.P.F. de Hte-Savoie, Membre du Bureau des Anciens Combattants de la Résistance Française, Médaillé de la Résistance.

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

et son remplaçant éventuel :

Léa BUFFLIER (Mme)

Institutrice, Militante des Organisations féminines, Membre du Comité Fédéral du Parti Communiste Français.

Vu, le Candidat,